

## dfi analyse

### Franchir le « mur culturel »

– page 1

### Disparition de Robert Picht

(1937 – 2008) – page 2

## dfi information

### La France en Europe – contexte d'une thématique actuelle

– page 6

### Consultations franco-germano-belges avec des maires et conseillers municipaux à Stuttgart

– page 7

### Dix jeunes journalistes français découvrent l'Allemagne et Berlin, sa capitale

– page 7

### 10<sup>ème</sup> Dialogue Franco-Allemand à Otzenhausen

– page 8

### « Marthe et Mathilde » – une famille d'Alsace entre France et Allemagne : une soirée lecture avec Pascale Hugues au dfi

– page 8

### « En France, les médias sont indépendants, n'est-ce pas ? » : jeunes journalistes allemands à Paris

– page 9

### Colloque franco-allemand : Les défis de l'innovation

– page 9

## dfi service

### Le dfi contribue au portail scientifique IREON

– page 10

### Nouvelle parution : actes de la conférence « Les services aux publics : besoins nouveaux et changements d'organisation »

– page 10

### Le programme en allemand de rfi : une mine d'informations

– page 10

### Présentation d'ouvrage : « Sarkozy l'Européen » – une illusion ?

– page 11

### Présentation du livre : « Nation et Europe dans les débats parlementaires portant sur l'intégration européenne »

– page 11

## Franchir le « mur culturel »

### La dimension culturelle de la coopération politique et économique en Europe

#### dfi analyse

Jean Monnet, expert en

matière d'armement franco-britannique et transatlantique lors de deux guerres, père de la planification française, inspirateur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, de la Communauté européenne de défense et du marché commun, a déclaré à la fin de sa vie : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture ». Ce retour critique est-il aussi actuel que les méthodes non conventionnelles utilisées par Monnet pour secouer l'Europe détruite de l'après-guerre ?

Le dialogue américano-soviétique sur la réduction des armements le révèle tout comme le développement menaçant des relations économiques internationales : sur les questions essentielles de sécurité et d'avenir économique, l'Europe dépend beaucoup plus de ses propres capacités d'action aujourd'hui qu'au début des années 1950. Les problèmes de la Communauté européenne de défense et de la Communauté économique se posent dans un nouveau contexte d'urgence et de remise en cause de ses fondements. Ils ne doivent plus être remis à plus tard à cause de quelques réticences nationales. Les détails sur les accords en matière d'armement, de déploiement des

forces, sur les accords monétaires et commerciaux sont secondaires. Il faut d'abord régler les questions politiques fondamentales en prenant de grandes décisions sur les valeurs et l'appartenance.

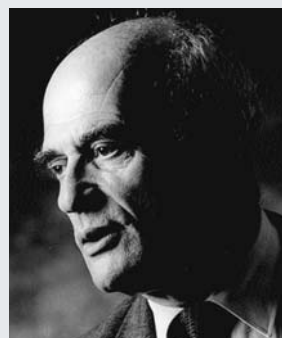
Parallèlement, le développement industriel et l'interpénétration économique au sein de la Communauté européenne ont généré une telle interdépendance qu'une politique autonome rationnelle au niveau économique, technologique et environnemental n'est pratiquement plus possible. Pour pouvoir développer encore cet espace de vie commun propre à l'Europe, les peuples européens sont contraints de se comprendre mutuellement et de coopérer à un tel niveau comme ils n'ont jamais eu à le faire auparavant. Il reste peu de place pour les négociations et donc pour l'autorité des gouvernements nationaux. Les conséquences peuvent être observées dans toutes les démocraties européennes. La coopération doit, si elle veut être solide, reposer sur l'entente entre les forces vives de la société, créatrices des opinions publiques. La diplomatie traditionnelle est remplacée par un besoin important en communication entre des groupes jusqu'ici peu

*Lire la suite à la page 2*

#### A titre d'introduction

Comment les mots peuvent-ils faire réagir ? En France, les intellectuels ont la réputation de déranger certes mais aussi d'être extrêmement efficaces, lorsque leurs idées entrent au bon moment dans le débat public. Dans cette optique, Robert Picht était un « intellectuel ». Il est difficile de mesurer de façon empirique l'impact de certaines idées et de concepts. On ne peut cependant pas nier le fait que sans quelques provocations ouvertes le débat soit bien moins riche.

En mémoire du directeur du dfi disparu nous publions un article dans lequel il a rendu



Robert Picht, 1937 – 2008  
(source : dfi).

populaire le terme de « mur culturel ». Quiconque lit ce texte aujourd'hui peut constater les immenses progrès réalisés dans le cadre de la coopération européenne depuis. L'histoire n'est pas restée figée. Par ailleurs, certains thèmes et arguments n'ont rien perdu en actualité. Grâce à ce texte et à beaucoup de ses livres, Robert Picht a contribué à enrichir la sociologie avec des problématiques culturelles.

*Suite de la page 1*

impliqués dans le travail international. La notion de « compréhension internationale » devrait donc être précisée. Il faut clarifier le type de dialogue et donc aussi le genre de connaissances linguistiques et d'informations qui sont nécessaires pour pouvoir répondre à ce besoin.

En raison de l'interdépendance croissante, les exigences en matière de capacité à coopérer dans les domaines scientifique, technologique et industriel sont également plus importantes. Si l'on ne veut pas avoir à toujours citer les mêmes grands projets comme exemples, tels que Airbus, Ariane ou le réacteur nucléaire grenoblois Laue-Langevin, il faut multiplier les coopérations continues entre des instituts de recherche et des moyennes ou petites entreprises. Le grand marché européen pourra devenir un espace économique véritablement autonome et surmonter le danger de la balkanisation industrielle seulement quand il sera soutenu par un tissu de coopérations économiques transnationales.

Mais quel est le rapport entre la sécurité, les questions liées à l'union économique et monétaire, le développement d'une coopération scientifique et technologique et la culture ?

### Proximités et diversités dans les relations franco-allemandes

Les relations franco-allemandes sont symptomatiques à deux niveaux. Des institutions comme l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse, des consultations régulières entre les gouvernements et des « sommets culturels » périodiques comme le dernier en octobre 1986 à Francfort font beaucoup pour favoriser les rencontres culturelles entre les populations. Tous les sondages le confirment : le degré de sympathie réciproque dans l'opinion publique des deux côtés du Rhin est élevé. Cela est dû à des rencontres continues dans le cadre de jumelages communaux et scolaires, à un échange universitaire intensif et à d'innombrables contacts économiques et privés. Et pourtant, des divergences fondamentales apparaissent à nouveau dans des domaines centraux tels que la sécurité, l'économie et l'environnement, qui ne se limitent pas uniquement à de simples conflits d'intérêts. On peut observer dans les nombreux colloques franco-allemands et les négociations à quel point une incompréhension mutuelle peut bloquer le dialogue, empêcher des compromis sur les intérêts et rendre difficile la mise en place d'une politique claire pour l'avenir. Depuis le début des années 1980, de nouveaux préjugés ont apparu, plus difficiles à

*Lire la suite à la page 3*

## Disparition de Robert Picht (1937 – 2008)

Robert Picht, directeur pendant plus de 30 ans le de l'Institut Franco-Allemand, nous a quittés à la veille de son 71<sup>ème</sup> anniversaire, des suites d'une longue maladie. Il s'est éteint auprès des siens. Avec lui, c'est un fidèle allié que tous les Européens engagés perdent, un grand expert de la coopération multilatérale si complexe entre les pays européens et les sociétés.

Robert Picht laisse, avec le dfi, une grande œuvre derrière lui. Sans lui, l'institut ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. En 1972, lorsqu'il a pris la direction de l'institut, à l'époque où Carlo Schmid, président légendaire était toujours en fonction, il n'y avait que quatre employés. Quelques années plus tard, le dfi comptait près de 20 collaborateurs. Sa vision était claire : le dfi était destiné à devenir un centre basé sur la recherche, mais en dehors du milieu universitaire, afin de favoriser la coopération franco-allemande. Plusieurs outils ont été mis en place pour atteindre cet objectif : des publications portant sur les questions d'actualité, des analyses de fond des évolutions sociales, un enrichissement de l'analyse politique par un regard culturel sur les langues, les traditions éducatives, sur la perception de soi et de l'autre et sur des concepts clés forts.

Ainsi, Robert Picht et ses collaborateurs ont pris une place particulière dans ce domaine,

en se concentrant sur l'actualité française et les relations franco-allemandes.

Il a mené un combat de longue haleine pour améliorer les connaissances en matière de politique, société, culture et économie en France et dans les cursus allemands de langues et littératures romanes. On peut affirmer aujourd'hui qu'il l'a finalement emporté. Les cursus allemands en langues et littératures romanes qui connaissent aujourd'hui un grand succès comportent naturellement des éléments de ce que l'on appelait auparavant de manière assez vague « civilisation ».

Parmi les publications de M. Picht, il en ressort quelques-unes qui ont retenu l'attention du public et provoqué des débats. L'article sur le « mur culturel », que nous allons republier, en fait partie, mais aussi et surtout le recueil « Au jardin des malentendus » qui a connu un très grand succès. Ce livre montre que Robert Picht n'avait pas seulement les idées justes et un flair particulier pour les problématiques essentielles mais également un réseau immense de collaborateurs en France et en Allemagne, qui ont volontiers contribué à l'élaboration de cet ouvrage en apportant leurs connaissances. Robert Picht, l'intellectuel européen, a consacré sa vie au domaine de relations franco-allemandes et à la coopération européenne. Son travail portera ses fruits sur plusieurs générations en Europe.



*Robert Picht en discussion avec le président de la République fédérale d'Allemagne, Richard von Weizsäcker (2<sup>ème</sup> à gauche), lors de la célébration des 40 ans du dfi en 1988 (source : dfi).*

*Suite de la page 2*

surmonter que les anciens clichés historiques largement obsolètes.

Le terme provocateur de « mur culturel » est-il justifié pour qualifier ces difficultés de compréhension ? Le fantôme du « neutralisme national » allemand hante souvent l'esprit de certaines personnalités éminentes françaises. Il apparaît d'autant plus inquiétant, que les mouvements pour la paix et les Verts ont réveillé la vieille crainte des « incertitudes allemandes », des égarements préromantiques et d'un retour d'un dangereux irrationalisme. La peur des Allemands effraie les Français, qui craignent une dérive de la République fédérale d'Allemagne vers l'Est. « L'Allemagne redevient allemande », c'est la formule utilisée par l'interprète du président, Brigitte *Sauzay*, pour qualifier ce syndrome, derrière lequel se cache l'insécurité par rapport à la question allemande toujours non résolue.<sup>1</sup> A l'inverse, la politique française d'une indépendance nationale basée sur un programme nucléaire civil et militaire ambitieux suscite une compréhension limitée outre-Rhin et pas seulement dans le cercle de la gauche allemande. Lothar *Baier* qualifie l'accumulation de réserves non exprimées et de soupçons de part et d'autre de « mauvaise compréhension » franco-allemande. Est-ce, comme Claus *Leggewie* le suppose, l'expression d'un nouveau nationalisme des deux côtés ?<sup>2</sup>

Il est facile de couper court à ce genre de soupçons en les qualifiant de discussions basées sur des mythes. Mais les questions dont il s'agit sont graves et concernent directement le destin franco-allemand – qui fait tant parler de lui – au sein de la « maison commune européenne » pour reprendre la jolie formule de Michail *Gorbatchev*. Il s'agit ici de la configuration et des valeurs de l'avenir national des Français et des Allemands, et en conséquence, des questions essentielles autour de la place de leur propre culture et de la culture de l'autre dans leur dépendance des constellations internationales actuelles. On parle ici de la disposition à se défendre, des moyens de dissuasion, de vie et de mort. « Plus jamais de guerre partant du sol allemand » correspond à une autre réalité historique que « plus jamais Munich 1938 ». La barrière culturelle se lève là où de telles questions restent indiscutables.

Dans l'économie en revanche, les frontières semblent avoir été dépassées. Le commerce franco-allemand a atteint une proportion énorme. En plus d'être premiers partenaires, les deux pays sont très dépendants l'un de l'autre.<sup>3</sup> Si quelqu'un veut réaliser des affaires rapidement, il peut le faire au besoin en anglais. Sur demande du ministère fédéral de l'écono-

mie, l'institut Prognos de Bâle a analysé en 1986 la coopération entre les entreprises industrielles allemandes et françaises. Le point central de l'étude était l'amélioration de la compétitivité des entreprises allemandes et françaises sur le marché mondial et sur le marché intérieur grâce à une coopération renforcée. A côté de l'analyse strictement économique, de nombreuses interviews ont été menées auprès de 121 entreprises. Le résultat se lit comme un manifeste de politique culturelle : plus on tente de poursuivre la coopération, plus « la barrière culturelle » se fait ressentir.

« De nombreuses entreprises en France comme en Allemagne ont évoqué le manque de connaissances en français et en allemand comme étant un problème pour mettre en place des relations et les intensifier. Les obstacles linguistiques sont une gêne aux exportations directes mais ont des conséquences bien plus grandes sur les relations directes de coopération. (...) Les entreprises multinationales comblent le manque d'employés ayant un niveau convenable en langues du côté allemand comme du côté français par l'emploi de l'anglais. Comme l'anglais est une langue étrangère pour les deux, cette solution ne peut être qu'insatisfaisante. »<sup>4</sup> Au-delà de cette barrière simplement linguistique, les entreprises interrogées constatent une autre difficulté désignée par le terme plutôt nébuleux de « mentalité » : « Les difficultés causées par la différence des mentalités semblent être dues soit aux connaissances insuffisantes des réalités socioculturelles dans les deux pays, soit au fait que les partenaires ne soient pas disposés à chercher véritablement une compréhension mutuelle. »<sup>5</sup>

Dans le secteur économique aussi on fait donc cette expérience qui est loin d'être paradoxale : les exigences et les difficultés de compréhension mutuelle augmentent au fur et à mesure que les pays se rapprochent, alors qu'elles devraient diminuer. Plus il y a de partenaires dépendants les uns des autres, plus le caractère étranger et la différence de mentalités et d'orientation – en apparence inaccessible et irritante – est perceptible.

### ■ Phénomènes « d'étrangeté » aussi entre les autres pays membres de la communauté européenne

Les freins à la compréhension et le manque de confiance observés ici dans les relations franco-allemandes peuvent être aussi constatés dans d'autres pays de la Communauté européenne. Les relations avec la République fédérale d'Allemagne ne sont pas les seules touchées. On peut penser à la relation franco-

britannique traditionnellement difficile, aux tensions apparaissant avec l'élargissement de la Communauté européenne ou encore à la crise des Malouines. Les forces du passé continuent à avoir des effets sur les divergences de traditions nationales, que la Commission et le Parlement européen ne parviennent pas à faire disparaître.

Dans son rapport de 1975, publié au sujet de l'Union européenne, Léo *Tindemans*, ministre-président belge de l'époque, soulignait, comme Jean *Monnet* quelques années auparavant, l'importance de la dimension culturelle : « Les propositions visant à rapprocher des citoyens de l'Europe résultent directement des motivations profondes de l'unification européenne. Elles donnent à cette réalisation sa dimension humaine et sociale. On doit essayer de reprendre en main au niveau européen une partie de la protection et du contrôle de nos sociétés, qui tend à échapper à l'autorité des Etats en raison de l'internationalisation de la vie sociale. Ces propositions sont, dans ce contexte, essentiels pour la réussite de cette entreprise, car il ne suffit pas que notre destin commun soit une réalité. Il doit aussi être reconnu comme telle. »<sup>6</sup>

En 1983, le Luxembourgeois Gaston *Thorn*, alors président de la Communauté européenne, confirmait ce résultat : « Une bonne connaissance et une compréhension mutuelle sont nécessaires non seulement entre les gouvernements, mais aussi entre les multiples forces sociales des pays concernés. Or, elle n'est toujours pas assurée aujourd'hui. L'amélioration de la communication, l'approfondissement des liens entre les peuples européens, que l'on ne peut atteindre que grâce à des mesures dans le domaine culturel, sera considérée comme une condition politique directe pour la réussite du processus d'unification européenne (...). Cependant, l'expérience montre – et plusieurs études le confirment – que la connaissance réciproque dans les domaines essentiels à la coopération européenne reste insuffisante et que la véritable compréhension pour les problèmes du voisin est encore trop rare. Cela n'est pas seulement vrai pour l'« homme de la rue », souvent cité, mais également pour les experts de différents domaines, appelés à se rencontrer régulièrement. »<sup>7</sup>

### ■ Quand la publicité remplace la communication : les paradoxes de la culture politique européenne

Le problème est donc connu depuis longtemps. Les politiques n'en tirent souvent aucune conséquence ou alors des mauvaises.

*Lire la suite à la page 4*

*Suite de la page 3*

M. Tindemans prônait dans son rapport la création d'une fondation pour stimuler une « Europe du citoyen ». Ce projet a finalement été signé après des discussions difficiles par les gouvernements en 1982, et ratifié par tous les parlements à l'exception des Pays-Bas. Il est déjà presque tombé dans l'oubli. Le comité de préparation dont le siège est à Paris depuis des années n'a encore avancé aucune proposition convaincante pour définir le champ d'action de cette fondation. Selon sa mission, elle doit, avec ses moyens limités propres, fournis par le fonds européen, promouvoir la conscience européenne et récolter d'autres fonds privés. Le positionnement de cette fondation, entre les gouvernements nationaux, les instances européennes et les initiatives privées n'est pas clair. Le 19 mai 1987, le sénat néerlandais a rejeté finalement la ratification de ce projet de fondation.

Le « Rapport Adonnino », présenté au sommet de Milan en 1985, s'oriente aussi vers un concept superficiel d'« Europe du citoyen ». A travers des actions symboliques en tout genre, le sentiment communautaire doit être renforcé et l'identité européenne développée. Des passeports, des hymnes, des drapeaux, des timbres et les suppressions des contrôles douaniers sont certainement des initiatives réjouissantes ; des festivals peuvent faire accroître la sympathie réciproque. L'exemple franco-allemand montre cependant clairement que tout cela ne suffit pas pour franchir le « mur culturel ».

La formation politique classique ne peut pas non plus y réussir, elle qui a pour but fixe l'intégration européenne et qui se permet de laisser les différences nationales à l'écart. La conscience des points communs doit certainement être renforcée, il faut informer sur les institutions européennes et sur leur histoire, et la participation aux élections européennes doit être promue. Mais l'opinion publique et particulièrement la jeunesse ont cependant un flair plus fin pour ce qui est illusoire. Elles devraient être sollicitées là où se trouvent les problèmes, au niveau local, régional et national ainsi que dans le domaine transnational de la coopération transfrontalière.

Les programmes dans les médias, vers lesquels s'orientent en priorité les efforts des politiques culturelles, ne peuvent pas non plus réaliser tout le travail difficile de réorientation et de formation qui est nécessaire. Une chaîne culturelle européenne, si elle devrait voir le jour, peut montrer du matériel séduisant, susciter l'intérêt et être un nouveau moyen pour s'informer. Toutes les recherches sur les effets

des médias montrent néanmoins, qu'on ne voit à la télévision que ce que l'on sait déjà. Un programme européen, aussi intéressant soit-il, ne pourra pas créer la capacité nécessaire au dialogue et à la coopération, qu'il reste à former. Son financement poserait par ailleurs problème.

### ■ Qualification : les défis pour l'éducation et la formation

Toutes les études de management le prouvent. La coopération ne peut réussir que si la qualification des employés est satisfaisante. La formation initiale et continue est donc un investissement décisif qu'aucune entreprise ne peut négliger. L'étude Prognos sur la coopération entre les entreprises françaises et allemandes prouve que cela vaut aussi pour la coopération internationale : « La faculté à se comprendre mutuellement est la condition nécessaire à la réalisation de toute coopération transfrontalière. (...) Il faut bien voir qu'il est difficile d'acquérir des connaissances linguistiques et une bonne volonté de s'exprimer librement dans une langue étrangère avec des cours de rattrapage, surtout si les personnes n'ont pas eu de bases scolaires en langues ou effectué un séjour en France ou en Allemagne. Il est donc primordial d'intensifier les contacts dans le cadre d'échanges scolaires et culturels entre la France et l'Allemagne. A court terme, le plus prometteur semble être un programme répondant aux plaintes récurrentes des entreprises selon lesquelles il est difficile de trouver un employé ayant de bonnes connaissances linguistiques notamment dans le domaine technique. Ici aussi, une formation linguistique parallèlement à l'activité professionnelle est délicate. Il y a quand même des possibilités de formation en langues dans la phase de préparation à l'emploi, c'est-à-dire dans les universités et les écoles supérieures techniques, qui disposent de nombreux contacts avec des institutions équivalentes dans les autres pays. Ce potentiel pourrait être aussi augmenté avec des mesures ciblées. Le point de jonction entre formation et début de la vie professionnelle apparaît déjà comme étant un bon point de départ pour réduire les déficits linguistiques. »<sup>8</sup>

Comme l'atteste la pratique, la qualification internationale dépend autant d'un apprentissage continu que la formation technique. L'adaptation à de nouvelles tâches et de nouvelles situations ne peut réussir que si les employés disposent de solides connaissances et d'une bonne formation préparant aussi à la compréhension du partenaire étranger.

Les habituels « crash courses » de langues ne peuvent pas résoudre le problème, de même

que le soi-disant cours de langue « communitari » aujourd'hui à la mode dans les écoles. Ceux-ci ne préparent qu'à des situations banales du quotidien et justement pas à la compréhension culturelle. L'apprentissage de langues autres que l'anglais, comme le français, l'allemand, ou l'italien n'a de sens que s'il inclut la dimension culturelle. Toutes les études autour du thème « les langues étrangères au service de l'économie »<sup>9</sup> montrent que pour comprendre les activités économiques ou de politique économique et entrer en contact avec le partenaire étranger, une capacité à comprendre et à se faire comprendre est nécessaire, ce qui présuppose une très bonne connaissance linguistique, une grande sensibilité et notamment une aptitude à se comparer à l'autre. Le succès de toute compréhension dépend des individus.

### ■ L'histoire explique les « mentalités »

Les différences de « mentalités » et les prises de positions par rapport aux questions fondamentales de politique idéologique, que l'on qualifie volontiers aujourd'hui avec le terme peu précis d'« identité », posent encore plus de problèmes. En y regardant de plus près, on constate que ce qui peut apparaître comme de la psychologie ou une irrationalité incompréhensible est en fait le résultat d'évolutions historiques, de structures et de réglementations étatiques ou sociales, de traditions religieuses ou esthétiques, de modèles de pensée philosophique ou scientifique, qui marquent souvent inconsciemment la pensée et le comportement de chacun. Les divergences considérables de formes de pensée et d'argumentation en Europe peuvent s'expliquer par ce genre d'influences et par le fait que les systèmes d'enseignement, fort différents de pays en pays, marquent tout un chacun. Comment définit-on un problème ? Qu'est-ce qu'une information ? Quelle solution est acceptable ? Rien que dans ces domaines, des différences importantes apparaissent, spécifiques à chaque culture.

Naturellement, personne ne sera capable de connaître tout cela et d'en tenir suffisamment compte dans son attitude vis-à-vis du partenaire étranger. Mais un monde interconnecté exige une formation qui prépare plus que jamais à s'adapter à des situations internationales changeantes et à gérer celles-ci de manière active. Tout cela nécessite une grande sensibilité, une autocritique et une capacité à apprendre. Une introduction comparative à l'histoire des pays européens, leurs points communs et leurs différences semble être le

*Lire la suite à la page 5*

Suite de la page 4

meilleur point de départ pour un apprentissage tout au long de la vie pour mieux s'adapter aux différences culturelles qui peuvent même éloigner les partenaires entre lesquels on pensait la confiance infaillible.

La promotion de la compétence internationale

### La politique culturelle européenne doit être menée ensemble

par une formation continue ne peut être le fruit d'organismes isolés entre eux. Si les écoles, les universités et la formation en entreprise ne mettent pas en commun leurs actions, celles-ci échoueront tout comme les efforts bien pensés du Conseil de l'Europe ou de la Commission européenne, dont les compétences en matière de formation et de politique culturelle sont limitées (le fait que ce domaine soit exclu de l'Acte unique européen est révélateur).

La capacité à communiquer intra-européenne ne peut être améliorée de manière durable que par un soutien conséquent aux langues étrangères, à une histoire européenne comparative et à une politique de formation civique qui tient compte des spécificités culturelles. Tout cela doit être mis en commun avec un renforcement des composantes linguistiques et internationales dans la formation universitaire et la formation professionnelle continue.<sup>10</sup>

Les instruments d'échanges universitaires bilatéraux ou européens revêtent alors une grande importance. La politique culturelle nationale et les programmes européens peuvent s'imbriquer ici de manière fructueuse. Il serait temps de venir à bout des dernières disputes au sujet du programme d'échanges européen ERASMUS proposé au Conseil européen. Ce programme doit permettre à 10% des étudiants européens de réaliser leurs étu-

des à l'étranger avec une reconnaissance des examens.<sup>11</sup> De plus, tout doit être fait pour promouvoir des stages longs afin de renforcer l'échange entre pratique professionnelle et recherche au-delà des frontières.

Il faut aussi veiller à ce que des programmes comme le programme européen d'échanges de technologies COMETT intègrent une rencontre culturelle et linguistique avec les pays partenaires. Les entreprises, les associations, les partis politiques et le service public devraient encourager par ailleurs l'amélioration des connaissances linguistiques et les séjours à l'étranger et mettre en place une politique du personnel appropriée. Une expérience à l'étranger devrait être perçue comme un tremplin pour la carrière plutôt que comme un risque. Tout cela appelle une réorientation, une formation initiale et continue d'un nouveau genre, des projets de développement de méthodes d'enseignement adaptées et des programmes de formations ainsi que des investissements considérables notamment dans le domaine des échanges universitaires.

Les suggestions du gouvernement français publiées dans un « livre bleu » pour une coopération culturelle s'inspirant du programme « EUREKA » doivent être prises au sérieux. Grâce à son réseau d'instituts, la Fondation Européenne de la Culture basée à Amsterdam agit de manière flexible même hors des frontières de l'UE.

L'Europe est confrontée à des questions politiques, et donc culturelles, urgentes. Leur résolution ne peut reposer sur l'espoir que les générations futures seront mieux formées. Des efforts nouveaux sont nécessaires pour franchir le « mur culturel », notamment là où il est question des fondements de la pensée, des décisions basées sur les valeurs profondes et des orientations politiques.

L'expérience nous enseigne que les colloques

### Anmerkungen

<sup>1</sup> Brigitte Sauzay, *Die rätselhaften Deutschen*, Stuttgart 1986, p. 95.

<sup>2</sup> Claus Leggewie, *Der König ist nackt. Ein Versuch, die Ära Mitterrand zu verstehen*, Hamburg 1986, p. 151.

<sup>3</sup> Cf. Dieter Meneysch/Henrik Uterwedde, *Partner oder Konkurrenten?*, dans : Robert Picht (éd.), *Das Bündnis im Bündnis. Deutsch-französische Beziehungen im internationalen Spannungsfeld*, Berlin 1983, pp. 105 et suivantes.

<sup>4</sup> Inge Weidig/Gotthold Zubeil/Heimfried Wolf, *Die Kooperation zwischen deutschen und französischen Industrieunternehmen*, Bâle 1986, p. 82.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>6</sup> EA 3/1976, p. D 53 et suivantes, ici pp. D 76-77.

<sup>7</sup> *Die politisch-kulturelle Herausforderung Europas – ein Weg zur Erneuerung der Industriegesellschaft ?*, Bergedorfer Gesprächskreis 1983, pp. 13-14.

<sup>8</sup> Weidig et al. (note 4), pp. 134-135.

<sup>9</sup> Cf. par ex. Rosemarie Buhlmann/Anneliese Fearn, *Handbuch des Fremdsprachenunterrichts*, Berlin/Munich 1987.

<sup>10</sup> C'est sur l'initiative de la Fondation Robert Bosch qu'un consortium de fondations européennes (Fondation Européenne de la Culture, Fondation Gulbenkian, Fondation de France, Fondation Cini) a élaboré un tel concept de formation à l'échelle internationale.

<sup>11</sup> Le 14 mai 1987, le Conseil des ministres a finalement adopté un programme ERASMUS pour une période de trois ans, mais dont le volume a été réduit de plus de 50 pour cent.

habituels sont insuffisants tout comme le grand nombre de livres sur l'Europe politique, sur une Europe utopique. L'effort commun de réflexion nécessaire ne peut réussir que si la recherche comparative sur les bases historiques et philosophiques des orientations nationales est mise en lien de manière plus intensive avec de nouvelles formes de dialogue permanent entre les personnalités influentes.

La politique culturelle européenne devrait être un travail sur la culture européenne commune plutôt qu'une activité publicitaire. C'est seulement à ce prix que l'Europe pourra s'affirmer.

Robert Picht

### Agenda

#### 15 – 18 novembre

Séminaire pour jeunes journalistes allemands et français en formation ; Strasbourg

#### 27 – 28 novembre

Conférence franco-allemande « La coopération franco-allemande dans l'Europe du 21<sup>ème</sup> siècle » en collaboration avec la Robert Bosch Stiftung et à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'Institut Franco-Allemand ; Ludwigsburg

Hannelore Braun [braun@dfi.de](mailto:braun@dfi.de)

#### 28 novembre

Visite du Plénipotentiaire chargé des relations culturelles franco-allemandes, M. Klaus Wowereit, au dfi ; Ludwigsburg

#### 28 novembre

Réunion des membres du dfi et conférence avec le professeur Frank Baasner, directeur du dfi ; Ludwigsburg

#### 11 décembre

« Hommage à Robert Picht » : colloque organisé conjointement par le Goethe-Institut Paris et le dfi ; Paris

# La France en Europe – contexte d'une thématique actuelle

24<sup>ème</sup> conférence annuelle du dfi du 27 au 29 juin 2008 à Ludwigsburg

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008, Nicolas Sarkozy préside pendant six mois l'Union européenne. Au cœur des discussions politiques et des préoccupations médiatiques actuelles, une question domine : que faut-il attendre de la France ? Dans ce cadre, la conférence annuelle du dfi a choisi de se pencher sur les contextes historiques, économiques, politiques, mais aussi culturels qui influencent la position française en Europe, ainsi que l'europanisation et ses conséquences politiques et sociétales.

Près de 80 chercheurs et acteurs politiques ont participé à la conférence et ont produit une analyse commune des positions françaises relatives à l'Europe. La conférence a eu lieu en partenariat avec la Fondation Robert Schuman et avec la Fondation pour l'innovation politique. Elle a également bénéficié des soutiens financiers du groupe « Energie Baden Württemberg » (EnBW) et du bureau de la coopération universitaire franco-allemande de Heidelberg (Ambassade de France).

Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, a mis l'accent sur les priorités de la politique française en Europe, et plus précisément, sur l'action européenne du président Nicolas Sarkozy (cf. dfi aktuell 3/2008). Si son style peut paraître décomplexé, s'il choque même parfois, il reste un Européen convaincu, voire « le président le plus européen de la V<sup>ème</sup> République ».

*Une source d'inspiration pour le travail des participants : le colloque annuel du dfi (source : dfi).*



*Participants au colloque annuel du dfi (de gauche à droite) : Henrik Uterwedde, Joachim Schild, Dietmar Hüser, Hartmut Kaelble (source : dfi).*

Il fait preuve de lucidité quant aux défis à relever, et s'engage pour une Union solide, politique, capable d'agir. Par ailleurs, il considère la coopération franco-allemande comme essentielle pour l'avenir de l'Europe.

D'autres contributions ont mis l'accent sur la société française et ses débats politiques. Hartmut Kaelbe, professeur d'histoire à l'université Humboldt de Berlin a dégagé l'idée selon laquelle la France n'est en rien devenue marginale, et demeure un moteur du développement européen, tant au niveau politique qu'économique, social et culturel. L'importance de la France subsiste et doit être considérée dans toute sa dimension pour saisir les enjeux et les orientations de l'intégration

européenne. Joachim Schild, professeur de sciences politiques à l'université de Trèves, a analysé la nature complexe et changeante du rapport de la société française à la politique européenne. Pour lui, les valeurs et les identités jouent un rôle toujours plus important dans la formation des choix politiques par rapport à l'Europe, le débat sur l'éventuelle adhésion de la Turquie l'illustre. Jacques Mistral, directeur des études économiques à l'Institut français des relations internationales (IFRI, Paris), a analysé l'influence de l'intégration européenne sur l'économie française. Il a décrit notamment l'instrumentalisation des contraintes extérieures européennes par les gouvernements successifs depuis 1958 pour justifier l'adoption de réformes nécessaires, mais impopulaires, et transformer la France.

Depuis 1983, le contexte ayant cependant changé, cette adaptation-transformation se fait plus difficilement et prend souvent la forme d'un « réformisme en cachette ».

D'autres présentations sur les positions et les discours européens ainsi que sur l'europanisation auront nourri les débats. Une partie des contributions sera publiée, au cours du premier trimestre 2009, dans la publication annuelle du dfi, le « Frankreich-Jahrbuch ».

Henrik Uterwedde  
 ✉ [uterwedde@dfi.de](mailto:uterwedde@dfi.de)

## Consultations franco-germano-belges avec des maires et conseillers municipaux à Stuttgart

« La société urbaine multiculturelle – un défi pour les villes et communes » – tel était le thème cette année des consultations franco-germano-belges réunissant à Stuttgart les représentants de nombreuses communes et villes belges, françaises et allemandes. Les participants se sont rassemblés les 19 et 20 juin pour discuter des contributions apportées par les immigrants, originaires d'un autre espace culturel, à la société urbaine et de la réaction adéquate que les villes doivent avoir face à cette immigration.

La question des compétences interculturelles que doivent avoir les employés communaux aujourd'hui était au cœur de l'allocution d'ouverture. Les expériences de plusieurs villes ont permis d'illustrer ce fait. Par ailleurs, deux groupes de travail se sont penchés d'une part sur les stratégies pour intégrer les parents (les familles) dans le processus de socialisation



Des représentants de nombreuses communes belges, françaises et allemandes se sont rencontrés à Stuttgart pour échanger leurs expériences (source : dfi).

précoce et le développement scolaire, et d'autre part sur les soins délicats, en raison de divergences culturelles, à apporter aux personnes âgées issues de cultures différentes à celle du pays d'accueil.

Cette manifestation, organisée par le dfi, est une initiative de la Freudenbergstiftung, de la

Robert Bosch Stiftung et de la fondation belge Roi Baudouin.

Les résultats du colloque seront publiés dans un ouvrage plurilingue, selon toute vraisemblance au premier trimestre 2009.

Frank Baasner [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)

FREUDENBERG  
STIFTUNG



Robert Bosch Stiftung

 König-Baudouin-  
Stiftung  
*Gemeinsam wirken für ein besseres Zusammenleben*

## Dix jeunes journalistes français découvrent l'Allemagne et Berlin, sa capitale

Du 30 juin au 6 juillet 2008 s'est déroulé, pour la deuxième année consécutive, le séminaire pour jeunes journalistes français à Berlin. Dans le cadre du programme pour jeunes journalistes français et allemands de la Robert Bosch Stiftung, dix jeunes Français ont été invités dans la capitale allemande pour y découvrir le système médiatique, politique, économique et social de la République fédérale d'Allemagne, avec des informations de première main.

Au programme du séminaire : des entretiens avec des personnalités haut placées au Ministère fédéral des Affaires étrangères, au « Reichstag » et à la « Bundespressekonferenz » (association des journalistes accrédités à Berlin). Des rencontres avec des journalistes ont constitué un autre point important. Une demi-journée a été consacrée à l'ex-RDA et à la question du quotidien et de l'organisation du travail journalistique dans un régime totalitaire.

Ce séminaire pour les jeunes journalistes français à Berlin, le stage dans un média allemand qu'ils ont effectué par la suite et la ren-



Dîner avec Cécile Calla (1<sup>ère</sup> à droite), correspondante française du quotidien « Le Monde » à Berlin (source : dfi).

contre des jeunes journalistes français et allemands à Strasbourg au mois de novembre doivent aboutir à la création d'un réseau. Les participants ont plusieurs points communs : ils ont appris à connaître leurs pays respectifs, ils disposent de bons contacts et sont capables de surmonter dans leur travail journalistique les barrières qui divisent encore actuellement l'Europe.

Il était important pour les jeunes journalistes français de visiter quelques-unes des institutions berlinoises souvent mentionnées dans les médias. Sur place, ils ont pu nouer des contacts qui pourront leur être utiles dans leur vie professionnelle future.

Brigitte Veit [veit@dfi.de](mailto:veit@dfi.de)

## 10<sup>ème</sup> Dialogue Franco-Allemand à Otzenhausen

**Le 10<sup>ème</sup> Dialogue Franco-Allemand, à l'organisation duquel a contribué le dfi, sur le thème du « Développement durable – un nouvel impératif pour l'Europe ? » a de nouveau réuni quelque deux cents experts et citoyens intéressés venus de France, d'Allemagne et d'autres pays européens à Otzenhausen (en Sarre). L'occasion pour des personnes d'horizons divers de se rencontrer et de débattre ensemble de ce sujet passionnant sur invitation de la FONDATION ASKO EUROPA.**

Après un tour d'horizon des problématiques du développement durable lors de la séance d'ouverture, les quatre ateliers parallèles ont pu approfondir les divers aspects du sujet. Il ressort clairement des ateliers que le développement durable est la direction dans laquelle l'Union européenne doit s'engager pour assurer sa viabilité. Les participants ont souligné la nécessité de mettre l'accent d'abord sur les aspects sociaux et sociétaux, comme par exemple la problématique de la répartition équitable des ressources (aussi bien au sein d'une société qu'au niveau international), plutôt que sur les aspects climatiques.



*Un des participants au 10<sup>ème</sup> Dialogue Franco-Allemand : Bernard de Montferrand, Ambassadeur de France en Allemagne (source : FONDATION ASKO EUROPA/Valéri Braun).*

Les discussions quant au rôle de l'Union européenne dans le domaine de la politique environnementale à l'échelle internationale ont concerné d'une part le marché européen de l'énergie et d'autre part la capacité de faire concorder les initiatives intra-européennes avec les objectifs des Nations Unies.

Au niveau économique, la question s'est posée de savoir si la « Corporate Social Responsibility » était réellement la traduction du développement durable au sein des entreprises ou bien si ce n'était qu'un simple outil marketing.

A l'échelle institutionnelle, le développement durable a été particulièrement abordé sous l'angle de la politique climatique et de protection de l'environnement. Ce sujet domine d'ail-

leurs l'agenda des présidences du Conseil de l'Union européenne, en particulier celle de la France et de la Suède. Toutefois, certains facteurs empêchent la mise en place effective de cette politique. Il y a non seulement le problème de coordination entre la Commission européenne, le Parlement européen et les Etats membres, mais également le positionnement encore incertain des nouveaux pays membres de l'UE par rapport aux problématiques de l'énergie et du climat.

En conclusion, il faut veiller à ce que les discours négatifs autour du développement durable n'affectent pas la perception de ce sujet auprès du monde politique, économique, scientifique et des particuliers et encourager l'optimisme. Le mimétisme peut dans ce cas jouer un rôle important selon la devise « If I will, you will » – et ainsi le chemin vers une nouvelle révolution sera tracé.

Le compte-rendu des débats est disponible sur le [site Internet de la FONDATION ASKO EUROPA](#).

Inga Wachsmann  
[dfd@asko-europa-stiftung.de](mailto:dfd@asko-europa-stiftung.de)

## « Marthe et Mathilde » – une famille d'Alsace entre France et Allemagne : une soirée lecture avec Pascale Hugues au dfi

**L'histoire de deux grands-mères, l'une alsacienne et l'autre allemande, est la trame centrale du livre « Marthe et Mathilde » que Pascale Hugues a présenté au dfi à Ludwigsburg le 21 octobre 2008. Le public, constitué d'une soixantaine de spectateurs particulièrement intéressés et concernés, a assisté à cette lecture organisée en partenariat avec la librairie Schubart.**



*Après la lecture : Pascale Hugues (à droite) avec Sigrid Pohl-Umlauf, librairie Schubart (source : dfi).*

Pascale Hugues, née à Strasbourg en 1959, était venue en Allemagne en septembre 1989, en tant que correspondante étrangère pour le journal « Libération » et a décrit avec beaucoup d'empathie la chute du mur de Berlin et la Réunification de l'Allemagne. Depuis 1995, elle écrit pour le magazine hebdomadaire « Le Point » et vit avec sa famille à Berlin. Dans son livre « Marthe et Mathilde », elle raconte de manière sensible et précise la vie de Marthe et Mathilde, qui sont toutes deux nées en 1902 et décédées en 2001. Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, elles durent changer trois fois de nationalité. Les parents de Mathilde étaient

des Allemands originaires de Landau dans le Palatinat. Ils s'installèrent en 1906 dans la maison familiale de Marthe, dans le Colmar alsacien composé d'ardents patriotes français. Les deux jeunes filles se lièrent d'amitié, restèrent ensemble toute leur vie, fondèrent leurs familles en Alsace et n'auront été finalement séparées que pendant les cinq années de la Seconde Guerre mondiale. Leurs vies reflètent donc tous les hauts et bas des relations franco-allemandes au cours d'un siècle. Pascale Hugues est la petite-fille des deux femmes. Elle-même se voit comme « l'archiviste de la famille ». Personne avant elle n'avait au

préalable examiné les anciennes sources dans les archives alsaciennes. Il ne s'agit pas pour Hugues d'un règlement de compte, mais de la découverte d'histoires qui étaient depuis longtemps enfouies. Le livre paraîtra en français l'année prochaine.

Brigitte Veit [veit@dfi.de](mailto:veit@dfi.de)  
Sebastian Nix [nix@dfi.de](mailto:nix@dfi.de)



**Le livre**

*Hugues, Pascale : Marthe & Mathilde : eine Familie zwischen Frankreich und Deutschland. – Reinbek bei Hamburg : Rohwolt, 2008. – 286 p., 19,90 euros. Cote à la Frankreich-Bibliothek : WA 116.HUG.*



## « En France, les médias sont indépendants, n'est-ce pas ? » : jeunes journalistes allemands à Paris

Comme leurs « homologues » français à Berlin, les journalistes allemands choisis pour le programme de la Robert Bosch Stiftung ont pu rencontrer plusieurs hauts représentants de la politique, des médias, de l'économie et de la société lors d'un séminaire organisé à Paris. Une introduction au paysage médiatique français et au rôle spécifique des agences de communication a précédé la visite de différentes institutions : le Conseil régional d'Ile-de-France, l'Hôtel Matignon, le siège du Premier ministre, ou bien l'Assemblée nationale. La discussion a porté non seulement sur leur rôle au sein du système politique, mais également sur les défis à relever actuellement : **Quelle est la position de la région vis-à-vis du projet du « Grand Paris » ? Quand et comment peut-on « médiatiser » le Premier ministre ? Comment rendre visible la communication du parlement ?**

Les expériences des correspondants et des journalistes à Paris étaient l'autre point fort de ce séminaire. L'accès aux « bonne » informations et aux « bonnes » personnes a été perçu, à Berlin comme à Paris, comme essentiel pour réussir dans le métier de correspondant. Témoignage quasiment unanime des journalistes français : Il a fallu s'habituer au style du nouveau Président de la République dans les rapports avec les médias, dans la rapidité avec laquelle les sujets les plus divers sont placés sur l'agenda politique, dans la réaction imprévisible du résident de l'Élysée face aux critiques.

Apprendre à décrypter correctement la réalité est un défi que la génération de journalistes à venir doit relever. Pour sensibiliser les futurs



Wolfram Vogel (à gauche) dfi Paris, avec les jeunes journalistes allemands devant l'Assemblée nationale (source : dfi).

journalistes au pays voisin et pour améliorer leurs connaissances des médias, l'Institut Franco-Allemand a trouvé une place de stage pour chacun des participants soit dans la presse écrite, au sein des chaînes de télévision, ou

à la radio. Cette initiative devrait permettre de faciliter les contacts entre médias français et allemands.

Wolfram Vogel [dfi-paris@dfi.de](mailto:dfi-paris@dfi.de)



Lors de la conférence de rédaction du matin pour le journal de 20 heures : Claire Chazal avec Germain Dagognet (à droite), rédacteur en chef des journaux télévisés de TF1 (source : dfi).

## Colloque franco-allemand : Les défis de l'innovation

Cette rencontre franco-allemande, organisée par le CIRAC en coopération avec le dfi et l'ANRT-FutuRIS et réalisée avec le soutien du Centre Interdisciplinaire d'Etudes et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA), a rassemblé des responsables industriels et des chercheurs des deux pays.

Elle a donné lieu à une comparaison des pratiques et politiques d'innovation, notamment à

travers les clusters en Allemagne (Kompetenznetze) et en France (pôles de compétitivité).

tionnelles et des approches (top-down en France, bottom-up en Allemagne) mais aussi les convergences des objectifs et une même prise de conscience quant à l'importance du défi.

Les résultats du colloque seront publiés en 2009.

Un compte rendu est disponible sous sur le [site Internet du CIRAC](#).

Henrik Uterwedde [uterwedde@dfi.de](mailto:uterwedde@dfi.de)



Les questions abordées ont concerné notamment la place des PME dans les clusters et le rapport entre les différents niveaux décisionnels. Ce colloque a permis de mettre en lumière la différence des conditions institu-

# Le dfi contribue au portail scientifique IREON

IREON – le portail spécialisé sur les relations internationales et les études régionales est désormais accessible à tous à l'adresse suivante : [www.ireon-portal.eu](http://www.ireon-portal.eu). Il offre d'abord la possibilité, à partir d'une interface unique, de rechercher des informations dans des banques de données spécialisées et des catalogues de bibliothèque. Ces recherches peuvent porter sur la politique extérieure et de sécurité, la coopération en matière de politique économique et de développement, la politique européenne, tout ce qui concerne les relations transatlantiques, la politique culturelle extérieure, les questions relatives à des régions ou des pays particuliers ainsi que tout ce qui touche au climat et à l'environnement.

Dans le cadre de la recherche, on peut accéder simultanément à des banques de données telles que World Affairs Online (références bibliographiques pour plus de 800 000 livres, articles de revues, publications électroniques, littérature grise), PAIS International (plus de 150 000 références bibliographiques), Worldwide Political Science Abstracts (plus 200 000 références)



Page d'accueil du portail IREON.

ainsi qu'à des extraits du catalogue de la bibliothèque de la Fondation Friedrich Ebert. Les accords et traités internationaux sont également intégrés dans la recherche, avec des liens renvoyant aux textes intégraux. Par ailleurs, un lien vers un nouveau service en ligne est proposé, donnant accès aux tables de matières de plus de 800 revues spécialisées. Un thésaurus spécialisé en allemand, anglais, français, italien, espagnol, polonais, tchèque, croate et russe

rend la recherche plus facile. IREON est une offre du [Réseau d'information spécialisé « Relations internationales et les études régionales » \(FIV-IBLK\)](#), une coopération entre douze centres d'information spécialisée allemands et un institut de recherche nord-européen. Le dfi avec sa bibliothèque est membre du FIV-IBLK depuis 1986.

Sebastian Nix [nix@dfi.de](mailto:nix@dfi.de)

## Nouvelle parution : actes de la conférence « Les services aux publics : besoins nouveaux et changements d'organisation »

« Les services aux publics – besoins nouveaux et changement d'organisation » : c'est autour de ce thème que la troisième conférence des organisations économiques et sociales françaises et allemandes s'est déroulée à Paris le 18 janvier 2008 (cf. dfi aktuell 2/2008). Environ 120 participants des deux pays (repré-

sentants d'associations économiques et sociales, de syndicats, de centres de recherche, d'entreprises et responsables communaux) ont été invités par le Conseil économique et social. Ce colloque a été organisé en partenariat avec l'Institut Franco-Allemand ainsi qu'avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères

français et de l'Ambassade d'Allemagne. Au centre des débats issus de cet échange d'expériences figuraient les nouveaux défis et les possibilités d'action pour les services d'intérêt général. Les succès respectifs, mais aussi les nécessités de s'adapter au double défi de la compétitivité et de l'obligation de l'intérêt général ont été abordés.

Wolfram Vogel [dfi-paris@dfi.paris](mailto:dfi-paris@dfi.paris)

## Le programme en allemand de rfi : une mine d'informations

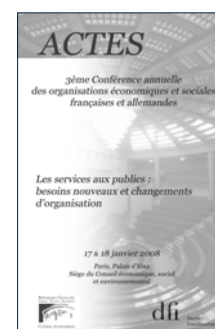
Radio France Internationale (rfi), la radio française à l'étranger, propose une offre vaste de programmes pour tous ceux qui souhaitent être informés en allemand et de manière détaillée de l'actualité française.



Sur le site Internet [www.rfi.fr/deutsch](http://www.rfi.fr/deutsch), on peut trouver de nombreux articles informant sur l'évolution politique, économique, culturelle et sociale dans le pays voisin. De plus, il est possible d'écouter des reportages en allemand sur la chaîne.

Enfin, on peut obtenir les contenus de la page allemande en s'abonnant aux flux RSS. Cependant, on peut se demander combien de temps encore cette offre existera. Comme on l'a appris récemment, il y a des discussions dans le cadre d'une restructuration de l'audiovisuel extérieur de la France, autour notamment d'un arrêt du service allemand de rfi. On devrait connaître la décision définitive d'ici fin novembre.

Sebastian Nix [nix@dfi.de](mailto:nix@dfi.de)



Conseil économique et social/Deutsch-Französisches Institut (éds.) : *Les services aux publics : besoins nouveaux et changements d'organisation ; dossier réalisé à l'occasion de la troisième conférence annuelle des organisations économiques et sociales françaises et allemandes = Öffentliche Dienstleistungen. – Paris, 2008. – 173 p. Les actes du colloque peuvent être commandés directement auprès du dfi : [info@dfi.de](mailto:info@dfi.de)*

## Présentation d'ouvrage : « Sarkozy l'Européen » – une illusion ?

**La France, avec son président Sarkozy, est « de retour en Europ ». Le président a lancé une série d'initiatives et de coups d'essai dans un genre qui lui est propre et parfois quelque peu fébrile. Par ailleurs, il est très exigeant vis-à-vis des ses partenaires européens. Union méditerranéenne, gouvernement économique européen, critique de la Banque centrale européenne, euro-protectionnisme. La liste des attaques françaises est longue avec lesquelles M. Sarkozy espère donner un nouvel élan à l'Union mais également une nouvelle orientation.**

Florence Autret, journaliste économique et correspondante à Bruxelles pour plusieurs journaux français, regarde la politique européenne du président à la loupe. Ses connaissances approfondies de la scène européenne lui permettent de distinguer apparence et réalité, recherche d'effet et réelle

volonté d'agir. C'est ce qu'elle a fait de manière rigoureuse dans son livre en mettant en avant un certain nombre de contradictions : le président se vante de succès qui en réalité n'en sont pas. L'influence nocive de son conseiller anti-européen Henri Guaino est perceptible partout. Son style égocentrique (« Le « nous » n'est pas son fort », p. 11) choque la culture commune européenne. Il y a un fossé énorme entre prétention et réalité. Ainsi, Sarkozy a « tout en prétendant changer l'Europe, signé à Lisbonne un traité libéral et fédéral dans la plus pure tradition » (p. 13.).

En somme, il ressort de ces analyses un portrait général plutôt critique du président. Le livre est écrit de manière vivante et perspicace. Il donne un aperçu de ce qui se passe derrière les coulisses sans tomber dans du mauvais journalisme d'investigation. Le style ironique voire sarcastique ajoute une touche grave pour faire ressortir les contradictions et les dérapages.

Florence Autret ne cherche pas à créer une basse polémique. Au-delà de la critique de M. Sarkozy, sa préoccupation est de comprendre les relations européennes. La nature de l'Union européenne, qui se base sur la négociation de compromis, a besoin que le gouvernement français change de style et mette en place de nouveaux plans d'actions. C'est l'observation des marges de manœuvres et des limites de la politique européenne nationale qui rend ce livre passionnant et intéressant à lire.

H. U.



*Autret, Florence : Sarkozy à Bruxelles. – Paris : Seuil, 2008. – 137 p., 15 euros. Cote à la Frankreich-Bibliothek : YC 320.AUT.*

## Présentation du livre : « Nation et Europe dans les débats parlementaires portant sur l'intégration européenne »

**Les parlements nationaux, grands lieux de discussion et de définition de la politique nationale et européenne, n'ont été jusqu'ici que trop rarement des objets de recherches en sciences politiques. C'est l'un des prémisses de départ de l'importante monographie de Maximilian Müller-Härlin. Elle se base sur une thèse dans laquelle ont été analysés de manière comparative plus de 400 discours de 15 débats parlementaires en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. En partant d'une approche sémantique du discours, on trouve au cœur de l'étude deux phases importantes du processus d'unification européenne, à savoir : les débats autour du Plan Schuman en 1950 et autour du Traité de Maastricht de 1992.**

Si l'on prend ce qui s'est passé dans les années 1950, l'auteur constate une incompatibilité dans les prémisses politiques de l'Europe au sein des trois parlements. Il n'y a pas eu d'union franco-britannique par rapport au danger allemand pas plus qu'il n'y a eu de consensus franco-germano-britannique sur la menace soviétique. Chaque pays a évalué ses propres forces et faiblesses et celles des autres de manière différente ainsi que le rôle de chacun dans le processus d'unification européenne. Chacun a cependant insisté sur sa volonté de

diriger en Europe. Parallèlement, M. Müller-Härlin identifie quand même un consensus fondamental sur d'autres questions : il y a par exemple un « tabou du nationalisme » et un « consensus de coopération ». En outre, un « tabou de l'holocauste » est apparu, car la responsabilité allemande du massacre collectif des Juifs européens pendant les années de national-socialisme n'a pas fait l'objet d'une discussion publique.

Lors des débats autour du Traité de Maastricht, on pouvait percevoir de nets décalages dans les stratégies d'argumentation. Ainsi, du « consensus de coopération » des années 1950 on est passé au « tabou de la désintégration » : un retrait éventuel de la communauté n'était plus envisagé par les orateurs. De plus, il était très typique de parler de manière négative de « Bruxelles » tandis que la souveraineté nationale n'était plus relativisée, comme c'était le cas 40 ans auparavant.

Dans l'ensemble, l'ouvrage de M. Müller-Härlin montre que les modèles et les moyens d'identification nationaux dominent les modèles européens dans les parlements nationaux. Ceci devrait susciter une réflexion alors que l'on se trouve dans une phase critique du processus d'intégration européenne après l'échec provisoire du traité constitutionnel dû aux égoïsmes

nationaux. Il faudrait d'urgence que l'importance de ce processus d'intégration se fasse davantage ressentir dans le discours politique et public des états-membres.

S. N.



*Müller-Härlin, Maximilian : Nation und Europa in Parlamentsdebatten zur Europäischen Integration : Identifikationsmuster in Deutschland, Frankreich und Großbritannien nach 1950. – Baden-Baden : Nomos, 2008. – 626 p.,*

*98 euros. Cote à la Frankreich-Bibliothek : YV 240.MUEL*

Deutsch-Französisches Institut  
Asperger Straße 34  
D-71634 Ludwigsburg  
Tel +49 (0)7141 93 03 0  
Fax +49 (0)7141 93 03 50  
• [www.dfi.de](http://www.dfi.de)  
• [info@dfi.de](mailto:info@dfi.de)  
Rédaction : Sebastian Nix  
Directeur de la publication :  
Prof. Dr. Frank Baasner